

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 17/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

2 rue du Sauzai
69320 Feyzin

Références : 2024-Is080SPF
Code AIOT : 0006109449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2024 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006109449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE, appelé ALFI dans la suite du rapport, appartient à 100% au groupe AIR LIQUIDE.

L'usine hydrogène de Roussillon a été construite et est exploitée depuis 2010 afin de fournir la plate-forme de Roussillon en hydrogène. L'hydrogène est produit sur le site par réformation du gaz naturel (méthane) avec de la vapeur d'eau. La vapeur d'eau excédentaire est renvoyée sur le réseau d'OSIRIS afin d'alimenter les différents industriels.

Le site est soumis à autorisation et est réglementé notamment par l'arrêté préfectoral n°2010-01516 du 10/03/2010.

ALFI usine hydrogène est un site contrôlé par un automate et surveillé à distance. Une ronde est réalisée sur site a minima tous les deux jours. Pour la surveillance, le site est équipé d'un système «téléflo» qui récupère les alertes du système de conduite (SNCC) et les convertit en appels téléphoniques vers un système d'astreinte ALFI.

Un dossier de porté à connaissance, relatif à une demande de doublement de production d'hydrogène, est actuellement en cours d'instruction en DREAL.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.2.5.1.2	Sans objet
2	Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.2.5.1.5	Sans objet
3	Perte d'alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.2.11	Sans objet
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.4.1 et 7.8.9	Sans objet
5	Installations des protections : Vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
7	Agressions par la foudre : enregistrement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
8	Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
10	Évaluation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
11	ARF : mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
12	Étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
13	Notice de vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
14	Installation des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection avait pour objet de revenir sur les risques électriques et foudres au sein du site. Les constats faits le jour de l'inspection montrent que les justificatifs des travaux de mise en place des moyens de protection contre la foudre sont à transmettre et que l'exploitant doit veiller à respecter la fréquence (annuelle) de surveillance visuelle de ses équipements de protection contre la foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle et maintenance installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.2.5.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Il remédie à toute défectuosité relevée dans les plus brefs délais.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection ses deux derniers rapports de contrôle des installations électriques (Q18) réalisés par la société DEKRA en date respectivement du 15/09/2022 et 11/09/2023. Le dernier rapport de 2023 indique qu'il n'y a pas d'observation suite au contrôle.</p> <p>L'exploitant a également transmis les deux derniers rapports de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) réalisés par la société DEKRA en date respectivement du 15/09/2022 et 5/12/2023. Aucune anomalie n'a été constatée lors du dernier contrôle de 2023.</p>

La prochaine vérification électrique est prévue avec l'organisme APAVE pour les installations avec thermographie (Q19) le 14/06/24 et pour les installations électriques (Q18) le 25/06/24.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle et maintenance installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.2.5.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisation, etc) sont mis à la terre conformément aux règlements et normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.
Constats : Il a été constaté sur site la mise à la terre des colonnes du PSA et du four SMR.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Perte d'alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.2.11
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'alimentation électrique des équipements de sécurité est secourue. Si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités, les unités doivent être systématiquement mises en position de sûreté et dans un délai compatible avec la cinétique des événements redoutés.
Constats : L'exploitant dispose d'un onduleur qui secourt : l'armoire relative aux détections feu et gaz, la supervision et l'automate, la climatisation du local électrique, les pompes relatives au rejet d'eau de purge du four, les analyseurs en CO et N2 (sur demande de leurs clients), le coffret d'éclairage du site et le compteur d'H2. La production n'est pas secourue, l'unité s'arrête immédiatement et se met en sécurité. L'onduleur tient 20-30min, ce qui est suffisant, selon l'exploitant, pour arrêter l'installation et assurer la mise en sécurité de l'unité.

La liste des équipements secourus est présente via les schémas électriques du réseau 220V ondulé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.4.1 et 7.8.9
Thème(s) : Risques accidentels, installations électrique
Prescription contrôlée : article 7.4.1 L'exploitant rédige une liste régulièrement actualisée des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. article 7.8.9 Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : - ... - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), - ...
Constats : L'exploitant dispose de la liste des équipements importants pour la sécurité «EIS», disponible sur «maximo» (GMAO du site), avec pour chaque EIS le détail de son action, sa fréquence de test et la procédure de test. La liste des EIS est issue de l'analyse des risques du site. En cas de dysfonctionnement d'un EIS, une fiche réflexe pour chaque EIS est présente. L'analyse des risques du SMR2 (en cours de construction – dossier déposé auprès de la DREAL et en cours d'instruction) a été réalisée. La liste des EIS du SMR2 sera disponible fin juin et encodée avant la mise en exploitation (avec le suivi rentré dans la GMAO), selon l'exploitant. En cas d'arrêt intempestif de l'électricité, l'installation se mettra en sécurité automatiquement. L'Inspection a consulté la fiche réflexe relative à la «mise en sécurité de l'unité» du 23/11/2015 (revue en 2022), relative à tous types d'arrêt qui mentionne l'arrêt en cas de «défaut de tension général». Cette fiche réflexe indique que l'usine se met en sécurité automatiquement en cas de dysfonctionnement.

Il existe également une procédure de redémarrage des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations des protections : Vérification complète

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Le dernier rapport de vérification complète du 5/10/2022, réalisé par la société DEKRA, qualifié selon le référentiel F2C, a été transmis à l'Inspection. L'étude technique foudre a été réalisée par Energie Foudre. La fréquence biannuelle des vérifications complète est respectée à ce jour puisque les deux dernières vérifications complètes datent respectivement du 26/10/2020 et 5/10/2022. Le rapport de vérification complète de 2022 conclut à la mise à jour du dossier technique et la constatation de 3 dégradations sur les installations de protection contre la foudre. Concernant les dégradations constatées dans le rapport de vérification complète de 2022, l'exploitant indique que les réparations ont été réalisées l'année suivante soit en août 2023 lors de l'arrêt annuel des installations, par la société SECAUTO. L'exploitant a indiqué pour chacune des dégradations suivantes, constatées dans le rapport de 2022: <ul style="list-style-type: none"> - remarque 1: certains parafoudres mis en place ne sont pas conformes (au niveau des données de référence) à l'étude technique foudre selon DEKRA, l'exploitant n'est pas en accord avec cette remarque. Dans ce contexte, l'exploitant a décidé de changer d'organisme de contrôle (APAVE) afin de clarifier la situation. - remarque 2: le parafoudre «armoire 3 caloric» a été changé avec une bonne longueur de câble de mise à la terre. - remarque 3: les 2 parafoudres Eutelec ont été changés. - remarque 4: le parafoudre «armoire meci», a été changé avec une bonne longueur de câble de mise à la terre. L'exploitant n'était pas en mesure de présenter à l'Inspection la facture des travaux le jour de l'inspection.

L'exploitant indique que la prochaine vérification complète est prévue en juin 2024 avec l'APAVE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation n° 1 : l'exploitant doit transmettre à l'Inspection les justificatifs des travaux réalisés suite au rapport de vérification complète du 5/10/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
Constats : La dernière vérification visuelle date du 21/07/2021 et a été réalisée par DEKRA. Les remarques sont identiques à celles de la vérification complète de 2022. Les travaux ont été réalisés en 2023 (cf. constat n°5 ci-dessus). L'Inspection constate qu'il n'y a pas de vérification visuelle en 2023. L'exploitant indique que cela est dû à un conflit avec la société DEKRA. L'Inspection souligne à l'exploitant de veiller au respect de la fréquence annuelle des inspections visuelles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité n°1 : l'exploitant doit veiller à respecter les fréquences annuelles des vérifications visuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 7 : Agressions par la foudre : enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.
Constats :

<p>L'exploitant indique qu'il n'a pas accès au compteur foudre du site (de la plateforme chimique de Roussillon) puisqu'il appartient au GIE Osiris. Cependant, l'exploitant indique qu'Osiris le tient informé en cas de coup de foudre sur son site.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un abonnement à METEORAGE. M. Malesson (technicien du site), M. Philippe (directeur du site) et M. Falvo (responsable d'exploitation) reçoivent en automatique les messages de météorage. De plus, Osiris envoie sur demande le rapport d'orage.</p> <p>La dernière alerte date du 8/05/2024, il y a eu un impact foudre dans le rayon de la plateforme (2km) mais pas chez ALFI.</p> <p>A noter que le 25/08/2023, ALFI a subi une perturbation électrique suite à un orage. Dans ce cadre, ALFI a demandé à Osiris le rapport détaillé pour la plateforme. Sur 182 impacts dans le rayon de 2 km de la plateforme, 3 sont tombés sur le sol de la plateforme mais pas chez ALFI.</p> <p>Après chaque orage (avertissement par météorage) l'exploitant procède à une vérification des impacts au niveau des parafoudres.</p> <p>L'exploitant n'a pas connaissance d'impact au sol au niveau de son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Carnet de bord

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la notice de vérification, le carnet de bord du 09/04/2015 est présent. Ce dernier ne précise pas les dates de vérifications complètes et visuelles des installations. Il ne précise également pas si des impacts foudre ont eu lieu. Ce dernier ne semble pas tenu à jour puisque le tableau des installations extérieures de protection contre la foudre n'est pas rempli.</p> <p>Lors de l'inspection il a été constaté que le carnet de bord sur le drive est à jour ainsi que la présence d'un carnet de bord papier également à jour. Les vérifications complètes et visuelles datent de 2015 et s'alternent jusqu'en 2022. Seule la vérification visuelle de 2023 n'est pas faite (cf. constat n°6). Il n'y a pas d'événement relatif à un impact foudre sur le site.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Analyse Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
Constats : Une Analyse du Risque Foudre (ARF), a été réalisée en février 2009 par la société Energie Foudre, certifiée Qualifoudre. Une «vérification initiale du 7/11/2012 a également été réalisée par RG Consultant, certifié Qualifoudre. Cette vérification fait l'état de lieu des systèmes de protection contre la foudre, exigés par l'ARF de 2009. Suite au projet du nouvel SMR, cette ARF doit être mise à jour. Dans ce cadre, l'exploitant indique que l'ARF, l'ETF et la notice de vérification ont été faites le 8/01/2024 par AIRBUS, certifié Qualifoudre. L'ARF conclut à la nécessité d'installer des équipements de protection contre la foudre au niveau du PSA du SMR2. L'ETF conclut également à mettre en place des équipements de niveau II au niveau du PSA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Évaluation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Prescription contrôlée : L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

<p>Constats :</p> <p>L'ARF a été réalisée selon la norme NF EN 62305-2 avec une version non précisée. La vérification initiale, reprenant l'ARF a été réalisée selon la norme NFEN62305-2, version de novembre 2006.</p> <p>L'ARF conclut sur la nécessité de mettre en place un niveau II de protection contre la foudre pour les installations extérieures de protection foudre (IEPF) et des parafoudres de type I pour les installations intérieures de protection foudre (IIPF).</p> <p>La vérification initiale conclut sur la nécessité de mise en place de protections contre la foudre: des conducteurs de mise à la terre sur les installations et 4 parafoudres.</p> <p>Sur site, il a été constaté la présence des 4 parafoudres et de la mise à la terre des PSA et du SMR1.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : ARF : mise à jour

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
<p>Constats :</p> <p>La description des installations prises en compte dans l'ARF correspond aux installations visitées. La version de l'EDD prise en compte dans l'ARF correspond à la dernière version transmise par l'exploitant en ce qui concerne le SMR1.</p> <p>De plus, un porté à connaissance a été déposé pour la création d'un second SMR. L'ARF et l'ETF ont été mises à jour en conséquence (voir constat n°10).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Étude technique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
<p>Constats :</p> <p>L'ARF de février 2009 réalisée par Energie Foudre conclut à la mise en place de conducteurs de mise à la terre et de parafoudres.</p> <p>Une étude technique foudre «ETF» a été réalisée également en février 2009 par Energie Foudre. Ce document décrit les moyens de protection à mettre en place.</p> <p>Pour compléter ces études l'exploitant a procédé à une vérification initiale du 09/04/2015 réalisée par RG Consultant qui confirme les conclusions de l'ARF donc cette nécessité de mise en place d'équipement et constate leur mise en place effective et leur bon niveau de protection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Notice de vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance du 09/04/2015 réalisée par RG Consultant a été transmise à l'Inspection. Cette dernière reprend les équipements visés dans l'ARF et l'ETF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Installation des dispositifs de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Prescription contrôlée :

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Constats :

La notice de vérification et de maintenance du 09/04/2015 liste les équipements mis en place en détail (p8 pour les EIPF et p9 pour les IIPF). La marque des équipements y est précisée.

L'exploitant indique que ces équipements sont bien en place et sont contrôlés lors de chaque visite de contrôle complète. Cependant, il ne dispose pas des justificatifs de mise en place des équipements justifiant de leur mise en place maximum durant l'année 2011 soit 2 ans après l'ARF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2 : l'exploitant doit fournir à l'Inspection les justificatifs initiaux de mise en place des équipements de protection contre la foudre (facture des travaux).

Type de suites proposées : Sans suite